

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



CS 80036 – 51722 REIMS Cedex

SOMMAIRE

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1er : Objet du règlement

Article 2 : Territoire d'application du règlement

Article 3 : Compétences du SPANC

Article 4 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement

Article 5 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Article 6 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite

7-1 - L'accès à la propriété privée

7-2 – L'accès aux ouvrages

Chapitre II: Les installations neuves ou réhabilitées

1. Conception de l'installation

a) Responsabilité et obligations d'un propriétaire ayant un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC

Article 8 : Définition du projet de réhabilitation

b) Vérification du projet par le SPANC

Article 9 : Examen préalable du projet

9.1 - Dossier remis au propriétaire

9.2 - Examen du projet par le SPANC

9.3 - Mise en œuvre et délivrance du rapport d'examen préalable du SPANC

9.4 - Délivrance de l'attestation de conformité en cas de demande de permis de construire ou d'aménager

9.5 – Délai de validité du rapport d'examen préalable à la conception

2. Réalisation des travaux

Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute des travaux

Article 11 : Vérification de la bonne exécution des travaux par le SPANC

Article 12 : Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite

3. Cas particulier : Réhabilitation des ouvrages par le SPANC

Article 13 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Article 14 : Exécution des travaux de réhabilitation

Article 15 : Contrôle des travaux de réhabilitation de l'installation

Chapitre III: Les installations existantes d'ANC

Article 16 : Responsabilités et obligations générales du propriétaire et/ou occupant de l'immeuble

Article 17 : Responsabilités et obligations en matière d'entretien et vidange

Article 18 : Contrôle périodique de bon fonctionnement par le SPANC

18-1 – Lancement du contrôle périodique

18-2 – Vérification de la réalisation de l'entretien par le SPANC

18-3 - Mise en œuvre et délivrance du rapport de visite du SPANC lors du contrôle périodique

18-4 - Périodicité du contrôle

18-5 – Contrôle diagnostic initial

18-6 - Contrôles exceptionnels

Chapitre IV : Vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Article 19 : Obligations du propriétaire vendeur

Article 20 : Contrôle au moment des ventes

Article 21 : Responsabilités et obligations de l'acquéreur

Article 22 : Mise en œuvre et délivrance du rapport par le SPANC lors de la vente

Chapitre V: Redevances et paiements

Article 23 : Principes applicables aux redevances d'ANC

Article 24 : Types de redevances, et personnes redevables

Article 25 : Institution et montant des redevances d'ANC

Article 26 : Information des usagers sur le montant des redevances

Article 27 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif

27.1 – Modalités de règlement

27.2 - Difficultés de paiement

27.3 - Traitement des retards de paiement

27.4 - Décès du redevable

Chapitre VI : Sanctions, voies de recours et dispositions diverses concernant la mise en œuvre du règlement

Article 28 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Article 29 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

Article 30 : Modalités de règlement des litiges

30-1 Modalités de règlement interne

30.2 - Voies de recours externe

Article 31 : Modalités de communication du règlement

Article 32 : Modification du règlement

Article 33 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Article 34 : Exécution du règlement

Annexe – Définitions et vocabulaires

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1er : Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis à l'annexe. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental.

Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

Article 2 : Territoire d'application du règlement

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine du Grand Reims auquel la mission de « contrôle des installations d'assainissement non collectif » a été transférée par les communes de ANTHENAY ; AOUGNY ; ARCIS-LE-PONSART ; AUBERIVE ; AUBILLY ; AUMENANCOURT ; BASLIEUX-LES-FISMES ; BAZANCOURT ; BEAUMONT-SUR-VESLE ; BEINE-NAUROY ; BERMERICOURT ; BERRU ; BETHENIVILLE ; BETHENY ; BEZANNES ; BILLY-LE-GRAND ; BLIGNY ; BOUILLY ; BOULEUSE ; BOULT-SUR-SUIPPE ; BOURGOGNE-FRESNE ; BOUVANCOURT ; BRANSCOURT ; BREUIL ; BRIMONT ; BROUILLET ; CAUREL ; CAUROY-LES-HERMONVILLE ; CERNAY-LES-REIMS ; CHALONS-SUR-VESLE ; CHAMBRECY ; CHAMERY ; CHAMPFLEURY ; CHAMPIGNY ; CHAUMUZY ; CHENAY ; CHIGNY-LES-ROSES ; CORMICY ; CORMONTREUIL ; COULOMMES-LA-MONTAGNE ; COURCELLES-SAPICOURT ; COURCY ; COURLANDON ; COURMAS ; COURTAGNON ; COURVILLE ; CRUGNY ; CUISLES ; DONTRIEN ; ÉCUEIL ; ÉPOYE ; FAVEROLLES-ET-COËMY ; FISMES ; GERMIGNY ; GUEUX ; HERMONVILLE ; HEUTREGIVILLE ; HOURGES ; ISLES-SUR-SUIPPE ; JANVRY ; JONCHERY-SUR-VESLE ; JONQUERY ; JOUY-LES-REIMS ; LAGERY ; LAVANNES ; LES MESNEUX ; LES PETITES-LOGES ; LHERY ; LOIVRE ; LUDÉS ; MAGNEUX ; MAILLY-CHAMPAGNE ; MARFAUX ; MERFY ; MERY-PREMECY ; MONT-SUR-COURVILLE ; MONTBRE ; MONTIGNY-SUR-VESLE ; MUIZON ; NOGENT-L'ABBESSE ; OLIZY ; ORMES ; PARGNY-LES-REIMS ; PEVY ; POILLY ; POMACLE ; PONTFAVERGER-MORONVILLIERS ; POUILLON ; POURCY ; PROSNES ; PROUILLY ; PRUNAY ; PUISIEULX ; REIMS ; RILLY-LA-MONTAGNE ; ROMAIN ; ROMIGNY ; ROSNAY ; SACY ; SAINT-BRICE-COURCELLES ; SAINT-ÉTIENNE-SUR-SUIPPE ; SAINT-EUPHRAISE-ET-CLAIRIZET ; SAINT-GILLES ; SAINT-HILAIRE-LE-PETIT ; SAINT-LEONARD ; SAINT-MARTIN-L'HEUREUX ; SAINT-MASMES ; SAINT-SOUPLET-SUR-PY ; SAINT-THIERRY ; SARCY ; SAVIGNY-SUR-ARDRES ; SELLES ; SEPT-SAULX ; SERMIERS ; SERZY-ET-PRIN ; SILLERY ; TAISSY ; THIL ; THILLOIS ; TINQUEUX ; TRAMERY ; TREPAIL ; TRESLON ; TRIGNY ; TROIS-PUITS ; UNCHAIR ; VAL-DE-VESLE ; VANDEUIL ; VAUDEMANGE ; VAUDESINCOURT ; VENLAY ; VERZENAY ; VERZY ; VILLE-DOMMANGE ; VILLE-EN-SELVE ; VILLE-EN-TARDENOIS ; VILLERS-ALLERAND ; VILLERS-AUX-NŒUDS ; VILLERS-FRANQUEUX ; VILLERS-MARMERY ; VRIGNY ; WARMERIVILLE ; WITRY-LÈS-REIMS

Il s'applique y compris en l'absence de zonage d'assainissement ou, lorsqu'un zonage existe, en zone d'assainissement collectif pour les immeubles qui ne sont pas raccordés au réseau public de collecte.

Ce groupement de communes est compétent en matière d'assainissement non collectif et sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de « Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ».

Article 3 : Compétences du SPANC

Le SPANC est chargé de contrôler les installations d'assainissement non collectif qui sont dimensionnées pour traiter des eaux usées produites quotidiennement jusque 200 Equivalents-habitants au plus. Les installations de plus de 200 EH dépendent de la police de l'eau qui peut demander un avis au SPANC.

Le SPANC a pour missions obligatoires de réaliser :

- le contrôle de vérification préalable du projet de réhabilitation ou du neuf ;
- le contrôle de bonne exécution des travaux de réhabilitation ou du neuf ;
- le contrôle de premier diagnostic ;
- le contrôle de bon fonctionnement ;
- le contrôle en cas de vente.

Le GRAND REIMS a délibéré pour que le SPANC prenne la compétence Réhabilitation. Ainsi, à la demande du particulier le SPANC a la possibilité d'intervenir pour tout ou partie de la réhabilitation en fonction des termes de la convention (articles 13 -14 -15). Le financement des études et travaux reste à la charge du propriétaire.

Article 4 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

Article 5 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement ou non encore raccordé). Ces installations doivent être conformes à la réglementation et être contrôlées par le SPANC, selon les modalités déterminées par le présent règlement.

Cet article ne s'applique ni aux immeubles abandonnés (voir définition en annexe), ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole.

Si les eaux d'origine domestique (produites par des immeubles d'habitation ou des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celle des immeubles d'habitation) rejoignent une installation de traitement des eaux usées d'origine non domestique, cette installation n'est pas contrôlée par le SPANC, sauf si des dispositifs spécifiques (fosse septique, cuve) ont été mis en œuvre avant la partie de traitement commun.

Les réseaux d'eaux usées d'origine domestique doivent être séparés des réseaux d'eaux industrielles.

Article 6 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable (ou non raccordé) à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, doit contacter le SPANC avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC. Sur sa demande, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux. Les mêmes dispositions sont applicables à tout propriétaire, ou toute personne mandatée par le propriétaire, qui projette de déposer un permis de construire situé sur un terrain non desservi par un réseau public de collecte des eaux usées.

Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite

7-1 L'accès à la propriété privée

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent règlement et par la réglementation nationale en vigueur.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et lorsqu'il est différent du propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins dix jours ouvrés avant la date de la visite.

Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée plus de 3 fois et plus de 30 jours au total.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.

Le propriétaire ou l'occupant devra informer le SPANC en temps utile, au moins deux jours ouvrés (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès à la propriété privée des agents du SPANC.

En cas d'absence du propriétaire et en cas d'impossibilité à être présent ou représenté, le SPANC peut intervenir sur la propriété privée de l'utilisateur seulement si l'occupant a fourni un accord explicite pour laisser l'accès à l'agent du SPANC.

Tout refus explicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constituent un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 29. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire et à l'occupant lorsque celui-ci n'est pas le propriétaire.

En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée au maire.

En même temps que la notification du constat de refus d'accès, le SPANC notifie également au propriétaire un nouvel avis préalable de visite qui relance la procédure.

L'occupant de l'immeuble dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible par les agents du SPANC, est astreint au paiement de la pénalité financière mentionnée à l'article 29 du présent règlement.

7-2 L'accès aux ouvrages

Les regards doivent être dégagés et accessibles au moment du contrôle.

L'ouverture des tampons au moment de la visite du SPANC est à la charge du propriétaire (ou occupant). En cas de difficultés pour rendre accessibles les ouvrages ou d'ouvrir les tampons le jour de la visite, le propriétaire ou l'occupant contacte le SPANC afin de trouver une solution pour y remédier.

Chapitre II: Les installations neuves ou réhabilitées

1. Conception de l'installation

a- Responsabilités et obligations d'un propriétaire ayant un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC

Article 8 : Définition du projet de réhabilitation

Tout propriétaire qui souhaite équiper son immeuble d'une installation d'ANC ou qui souhaite modifier ou réhabiliter l'installation d'ANC déjà existante, est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif. Ce projet doit être en cohérence avec :

- les prescriptions techniques réglementaires en vigueur, variables en fonction de la charge de pollution organique polluante évaluée en nombre d'équivalents-habitants ;
- les règles d'urbanisme nationales et locales ;
- les réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection des captages d'eau potable ;
- le règlement sanitaire départemental ;
- les zonages d'assainissement approuvés ;
- le présent règlement de service.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire retire auprès du SPANC, sur le site internet ou au pôle territorial le dossier mentionné à l'article 9.1, puis il remet au SPANC, en 2 exemplaire(s), le dossier constitué des pièces mentionnées par délibération. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant appel à un ou plusieurs prestataire(s) s'il le juge utile. Le propriétaire peut également consulter en

mairie ou dans les bureaux du SPANC les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, règlement de service du SPANC...).

Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandés en application de l'article 9.1.

Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu la conformité réglementaire de son projet d'ANC par le SPANC, dans les conditions prévues à l'article 9.3.

b- Vérification du projet par le SPANC

Article 9 : Examen préalable du projet d'assainissement non collectif

9.1 - Dossier remis au propriétaire

Pour permettre la présentation des projets d'assainissement non collectif et faciliter leur examen, le SPANC remet aux auteurs de projets (propriétaires ou leurs mandataires) un dossier-type constitué des documents suivants :

- un formulaire d'informations administratives et générales à compléter destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble (descriptif général et type d'occupation), le lieu d'implantation et son environnement, les ouvrages d'assainissement non collectif déjà existants (le cas échéant) et les études réalisées ou à réaliser ;
- une information sur la réglementation applicable ainsi que les liens vers les sites internet qui renseignent sur les filières autorisées par la réglementation et le cas échéant, une liste de bureaux d'études auxquels les propriétaires peuvent faire appel;
- un guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière ;
- la délibération fixant la liste des documents demandés pour permettre au SPANC d'effectuer son contrôle ;
- le présent règlement du service d'assainissement non collectif,
- une note précisant le coût de l'examen du projet par le SPANC correspondant au montant de la redevance

Ce dossier-type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande.

9.2 - Examen du projet par le SPANC

Le SPANC examine le projet d'assainissement dès la réception du dossier complet transmis par le propriétaire ou le mandataire contenant toutes les pièces mentionnées à l'article 9.1.

En cas de dossier incomplet, le SPANC fournit au propriétaire ou à son mandataire la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

Une étude de filière (voir définition en annexe) est obligatoirement jointe au dossier pour tout projet d'installation d'assainissement non collectif déposé par un usager.

Cette étude est réalisée par un bureau d'études spécialisé.

L'examen du projet porte sur sa conformité aux dispositions réglementaires et son adaptation aux documents décrivant le contexte local (zonage d'assainissement, carte pédologique locale,...) mais aussi sur la cohérence de l'étude de filière jointe au dossier.

Si des contraintes particulières le justifient (puits déclaré et utilisé pour la consommation humaine, périmètre de protection de captage, caractéristiques spécifiques de l'immeuble...), une étude complémentaire pourra être demandée aux frais du propriétaire par le SPANC nécessaire à la validation du projet, ou à sa réorientation vers d'autres solutions techniques.

9.3 - Mise en œuvre du rapport d'examen préalable du SPANC

A l'issue du contrôle du projet du propriétaire, le SPANC conclut sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen. Le rapport d'examen, est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 15 jours ouvrés à compter de la remise au SPANC du dossier complet.

Si le projet est conforme, le propriétaire peut commencer immédiatement les travaux. Le rapport du SPANC peut éventuellement être assorti d'observations qui doivent être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.

Si le SPANC conclut à la non-conformité du projet, le propriétaire devra soumettre un nouveau dossier. La validation de la conformité réglementaire du nouveau projet vaut alors autorisation de réaliser ses travaux et le cas échéant, permet l'édition de l'attestation de conformité nécessaire à la demande de permis de construire.

La transmission par le SPANC du rapport d'examen préalable du projet rend exigible le montant de la redevance A1 de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 25.

9.4 - Délivrance de l'attestation de conformité en cas de demande de permis de construire ou d'aménager

Lorsque le projet est lié à une demande de permis de construire ou d'aménager, le SPANC atteste de la conformité du projet par courrier (attestation de conformité du projet d'assainissement non collectif). Le propriétaire devra intégrer cette attestation dans la demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme.

9.5 – Délai de validité du rapport d'examen préalable à la conception

En cas de non réalisation des travaux dans un délai de 3 ans après la délivrance du rapport d'examen préalable de la conception, le propriétaire s'assure auprès du SPANC que le projet est toujours en adéquation avec la réglementation en vigueur. Si le projet n'est plus conforme à la réglementation, un nouveau projet devra être soumis au SPANC pour faire l'objet d'un nouveau contrôle de conception.

2. Réalisation des travaux

Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute des travaux

Le propriétaire, qui a obtenu du SPANC la conformité de son projet d'assainissement non collectif est responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel...), afin que celui-ci puisse contrôler

leur bonne exécution avant remblaiement, lors d'une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 7.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne doit pas faire remblayer les dispositifs tant que la vérification de bonne exécution des travaux n'a pas été réalisée, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais. La nouvelle visite du SPANC correspond alors à une contre-visite et fera l'objet d'une facturation spécifique.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans, résultats d'essais le cas échéant le procès-verbal de réception,...).

Article 11 : Vérification de bonne exécution des travaux par le SPANC

Le SPANC est informé par le propriétaire ou son mandataire de l'état d'avancement et de la planification des travaux. Il fixe un rendez-vous dans un délai de 5 jours, avec le propriétaire pour effectuer le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux avant la fin des travaux.

Le contrôle de bonne exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'assainissement non collectif préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles observations ou réserves formulées par le SPANC dans le rapport qu'il a remis au propriétaire (ou à son mandataire) à l'issue de l'examen de ce projet. La vérification est effectuée au cours d'une visite du SPANC sur place, organisée selon les modalités prévues à l'article 7.

Cas 1 : Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles (enterrés, recouverts de terre végétale, etc.), le SPANC pourra demander au propriétaire de procéder au découvert des dispositifs afin de pouvoir exécuter un contrôle efficace. Le SPANC procédera alors à une contre-visite pour vérification. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire de l'achèvement des travaux selon les modalités prévues à l'article 10.

Cas 2 : Modifications faites sur le projet initialement validé par le SPANC

Si des modifications ont été apportées par le propriétaire ou ses prestataires, au projet initial d'assainissement non collectif, elles devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires et environnementaux pour être acceptées par le SPANC.

- Si la visite sur place permet d'évaluer et de valider les modifications, le SPANC demandera une simple mise à jour du dossier déposé et validé.
- Si le SPANC demande des ajustements au regard des travaux réalisés et conformément au projet validé, cette demande sera consignée dans le rapport de visite de bonne exécution. Une contre-visite sera alors nécessaire pour valider les nouveaux travaux. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire des modifications apportées.
- Si la visite sur place ne permet pas d'évaluer les conséquences des modifications apportées par rapport au projet initial d'ANC validé par le SPANC, celui-ci peut exiger une nouvelle procédure d'examen selon les modalités de l'article 9 et prescrire une nouvelle étude de définition de la filière d'ANC à la charge du propriétaire selon les conditions fixées à l'article 9.2. Dans ce cas, le rapport de

visite établi par le SPANC à l'issue de la vérification de la bonne exécution énonce notamment les justifications rendant nécessaire cette nouvelle étude de filière.

Cas 3 : Installations dont la capacité est supérieure à 20 équivalents-habitants, Si l'installation de traitement des eaux usées reçoit une charge brute de pollution organique correspondant à plus de 20 équivalents-habitants, le SPANC prend connaissance du procès-verbal de réception des travaux avant de conclure à la conformité de bonne exécution des travaux.

Article 12 : Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite

A l'issue de la vérification de la bonne exécution des travaux, le SPANC adresse au propriétaire un rapport de visite qui comporte l'évaluation de l'installation sur la conformité de bonne exécution des travaux de l'installation au regard des prescriptions réglementaires. Le rapport de visite comprend obligatoirement les éléments listés en annexe.

Quelle que soit la conclusion du rapport, le rapport de visite établi par le SPANC est transmis au propriétaire, dans les 15 jours ouvrés et rend exigible le montant de la redevance A2 de vérification de la bonne exécution des travaux mentionnée à l'article 25.

La contre-visite fait également l'objet d'un rapport de visite spécifique adressé au propriétaire dans les 15 jours ouvrés et fera l'objet d'une redevance spécifique mentionnée à l'article 25.

3. Cas particulier : Réhabilitation des ouvrages par le SPANC

Article 13 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif peut décider, à son initiative ou être tenu, notamment à la suite d'une visite de contrôle de bon fonctionnement du SPANC, de réhabiliter cette installation, en particulier si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer toute atteinte à l'environnement (pollution des eaux ou du milieu aquatique), à la salubrité publique ou tout inconvénient de voisinage.

Article 14 - Exécution des travaux de réhabilitation

Le SPANC peut être chargé de la réhabilitation des installations :

Etape 1 : Le SPANC passe alors une convention avec le propriétaire afin de réaliser une étude de filière permettant de définir le type de filière à mettre et d'évaluer une enveloppe pour les travaux. Cette étude est à la charge du propriétaire (déduction faite d'éventuelles subventions mobilisables dans le cadre d'une opération groupée).

Etape2 : Le SPANC passe alors une convention avec le propriétaire afin d'exécuter les travaux en régie ou désigne l'entreprise chargée de les exécuter. A la fin des travaux, le SPANC demande au propriétaire le remboursement intégral des frais de toute nature entraînés par ces travaux, déduction faite des subventions éventuellement accordées.

Tout litige relatif à ces travaux relève de la compétence des tribunaux judiciaires. Une convention passée entre le propriétaire des ouvrages et le SPANC précise notamment :

- La nature des travaux effectués,
- Leur montant,
- Les délais et modalités de leur réalisation,
- Les conditions de leur paiement,
- L'entreprise ou l'organisme chargé de les réaliser,
- Les conditions d'accès aux propriétés privées des agents chargés des travaux,
- Les conditions de réparation des dommages éventuellement causés par ces travaux.

Si le propriétaire de l'installation ne souhaite pas faire exécuter ces travaux par le SPANC, il choisit librement l'entreprise ou l'organisme qui effectuera cette remise en état.

Article 15 - Contrôle des travaux de réhabilitation de l'installation

Toute réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif donne lieu au contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des ouvrages dans les conditions prévues par le présent règlement et au paiement des redevances correspondantes.

Chapitre III: Les installations existantes d'ANC

Article 16 : Responsabilités et obligations générales du propriétaire et/ou occupant de l'immeuble

Il est interdit de déverser dans une installation d'assainissement non collectif tout corps solide ou liquide, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement des dispositifs de prétraitement, traitement et infiltration. Seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies en annexe, sont admises dans ce type d'installation.

Toute modification des dispositifs existants est soumise à un contrôle réalisé par le SPANC, qui comprend, le cas échéant, la vérification du projet dans les conditions de l'article 9.2 et la vérification de l'exécution des travaux dans les conditions de l'article 11. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document concernant directement ou indirectement le système d'assainissement non collectif (plan, factures, rapport de visite, ...) nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles.

Article 17 : Responsabilités et obligations en matière d'entretien et de vidange

Les propriétaires et, le cas échéant, les locataires, en fonction des obligations mises à leur charge par le contrat de location, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux,
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange du dispositif à vidanger doit être adaptée à la hauteur de boues. Le volume de boue ne doit effectivement pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'environnement et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences recommandées de vidange.

Le propriétaire, (ou le cas échéant le locataire), qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'environnement et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles, et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

Le propriétaire, le maître d'ouvrage ou le cas échéant le locataire tiennent à jour un carnet d'entretien (ou un cahier de vie pour les installations de traitement des eaux usées qui reçoivent une charge brute de pollution organique correspondant à plus de 20 Equivalents-Habitants) où ils répertorient toutes les interventions d'exploitation et de maintenance ayant eu lieu sur l'installation.

Pour les installations de traitement des eaux usées dont la charge de pollution correspond à plus de 20 Equivalents-habitants, la transmission de la copie des documents au SPANC s'effectue annuellement. Pour les autres installations, les carnets d'entretien sont contrôlés lors des visites du SPANC.

Article 18 : Contrôle périodique de bon fonctionnement par le SPANC

Les installations concernées par cet article sont celles déjà vues par le SPANC.

18-1- Lancement du contrôle périodique

Le contrôle des installations existantes est effectué périodiquement lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 7. Le délai entre deux contrôles est défini à l'article 18.4.

Le SPANC envoie un avis préalable de visite mentionnant le rendez-vous d'intervention, les éléments importants permettant de réaliser correctement le contrôle.

Le propriétaire est tenu d'être présent ou de se faire représenter. Si le SPANC est dans l'impossibilité d'accéder aux installations, le propriétaire encoure les sanctions prévues à l'article 29.

18-2 – Vérification de la réalisation de l'entretien par le SPANC

Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique sont celles qui sont définies par la réglementation. Si le propriétaire ou son représentant en formule la demande au cours du contrôle, le SPANC lui communique immédiatement le texte réglementaire applicable.

Lors du contrôle de bon fonctionnement, le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base :

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs au moment de la prestation d'entretien
- de documents attestant le bon entretien régulier de l'installation (factures, rapport d'intervention, etc.)
- du carnet d'entretien ou cahier de vie, registre dans lequel le propriétaire de l'installation répertorie toutes les interventions d'exploitation et de maintenance ayant eu lieu sur l'installation

Le SPANC vérifie ces documents :

- a) au moment du contrôle sur site ;
- b) entre deux contrôles sur site en vue de diminuer le nombre de contrôles pour les installations de traitement des eaux usées dont la charge de pollution correspond à plus de 20 équivalents-habitants. Le SPANC demande annuellement au propriétaire la transmission du cahier de vie.

La non-transmission au SPANC des documents qui justifient la réalisation de l'entretien engendre le déclenchement d'un contrôle de l'installation par le SPANC dans les conditions prévues à l'article 7.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone sensible, le SPANC alerte le maire de la commune ou les services de la police de l'eau de la situation et du risque de pollution.

18-3 Mise en œuvre et délivrance du rapport de visite du SPANC

A l'issue du contrôle périodique, le SPANC adresse au propriétaire un rapport de visite sous les 15 jours ouvrés dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la non-conformité réglementaire de l'installation ainsi que l'ensemble des éléments listés en annexe.

Ce même rapport de visite contient le cas échéant, la liste des travaux obligatoires par ordre de priorité pour supprimer les dangers et risques identifiés, ainsi que les délais qui doivent être respectés pour la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications ou bien des recommandations relatifs notamment à des défauts d'entretien ou d'usure des ouvrages.

Lorsque le rapport de visite prescrit des travaux obligatoires à la charge du propriétaire et que ceux-ci impliquent une réhabilitation, le propriétaire devra fournir un projet de réhabilitation conformément à la procédure décrite dans l'article de 8.

En cas de travaux obligatoires ne nécessitant pas une modification importante de l'installation. Le SPANC devra effectuer une contre- visite après travaux, qui fera l'objet d'un rapport de visite spécifique rendant exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 25.

18-4 Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé selon la périodicité suivante :

| Conformité ou impact | Délai pour la prochaine vérification |
|---|---|
| Installation conforme ou ne présentant pas de défaut | 10 ans |
| Installation dont la capacité est supérieure ou égale à 20 Equivalents-Habitants | 4 ans si le cahier d'entretien n'est pas envoyé au SPANC sinon 10 ans |
| Installation comprenant une filière compacte | 4 ans |
| Installation non conforme présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré | 4 ans |

18-5 – Contrôle diagnostic initial

Les installations existantes qui n'ont jamais été visitées par le SPANC sont concernées par cet article et restent soumises aux vérifications prévues aux articles 18 et 20.

Pour les installations d'assainissement non collectif existantes réalisées avant le 9 octobre 2009 : Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander à l'utilisateur de prouver l'existence d'un ouvrage par tout élément probant, tel que des factures des travaux de construction, photos, plans de récolement ou plans d'exécution.

Si ces documents ne permettent pas au SPANC de conclure, le SPANC pourra demander le découvert partiel ou total des dispositifs. Cette demande peut donner lieu à une contre-visite du SPANC, afin d'accéder à minima aux tampons ou regards de visite.

En tout état de cause, sans élément, le SPANC met en demeure le propriétaire de mettre en place une installation conforme.

La redevance applicable est celle du premier contrôle conformément à l'article 25.

18-6 – Contrôles exceptionnels

Pour l'application des périodicités indiquées ci-dessus, l'intervalle entre deux contrôles est décompté à partir de la date du dernier contrôle effectué par le SPANC, qu'il s'agisse d'une vérification de la bonne exécution des travaux (dans le cas d'une installation neuve ou réhabilitée), du précédent contrôle périodique, d'une contre-visite, d'un contrôle exceptionnel, ou d'un contrôle réalisé pour les besoins d'une vente de l'immeuble à usage d'habitation.

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle périodique, dans les deux cas suivants :

- Lorsque le SPANC reçoit des plaintes écrites pour nuisances causées par une installation ;
- Sur demande du maire au titre de son pouvoir de police.

Dans le cadre de la réalisation d'un contrôle exceptionnel, si aucun défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes n'est relevé, le montant du contrôle ne sera pas facturé à l'occupant. Dans le cas contraire, l'occupant sera redevable de la visite du contrôle périodique.

Chapitre IV : Vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Article 19 : obligation du propriétaire vendeur

Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite du SPANC en cours de validité, le propriétaire vendeur ou son mandataire devra prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et obtenir le rapport de visite à joindre obligatoirement au dossier de diagnostic technique (code de la construction et de l'habitation).

Les installations d'assainissement non collectif des immeubles à usage autre que l'habitation ne sont pas soumises au contrôle mentionné au présent article lorsque ces immeubles sont mis en vente.

Article 20 : Contrôle au moment des ventes

Au moment de la vente d'un immeuble, le SPANC peut être contacté par le vendeur afin d'effectuer un contrôle de l'installation existante. Suite à la demande présentée au SPANC, et dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de sa réception, le SPANC adresse au demandeur l'une des deux réponses suivantes :

Cas 1 – Le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée (moins de 3 ans à compter de la date de la visite) : il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur et seuls les frais d'envoi et/ou de reproduction du rapport de visite seront à la charge de celui-ci conformément à la réglementation applicable à la communication de documents administratifs.

Cas 2 – Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité, il transmet une information sur les conditions de réalisation du contrôle de l'installation, indiquant notamment le montant de la redevance correspondante, ainsi qu'un formulaire (fiche déclarative) à retourner au SPANC. Ce formulaire indique notamment :

- le nom (ou raison sociale) du propriétaire vendeur ;
- l'adresse de l'immeuble d'habitation mis en vente ;
- les références cadastrales ;
- le nom (ou raison sociale) de la personne (ou de l'organisme) qui demande le rapport de visite nécessaire à la vente pour le compte du vendeur et qui s'engage à payer le montant réclamé à ce titre par le SPANC ;
- l'adresse de la personne (ou organisme) à laquelle ledit rapport sera transmis par le SPANC.

Cas 3 – A la demande du propriétaire, ou de son mandataire, le SPANC peut réaliser un contrôle de l'installation aux frais du propriétaire.

Dans tous les cas, dès réception du formulaire mentionné ci-dessus entièrement complété, le SPANC propose dans les 5 jours ouvrés suivants, au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours.

Les opérations de contrôle réalisées par le SPANC lors de cette visite sont celles qui sont prévues dans le cadre du contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif, définies par l'article 18 du présent règlement.

Pour les propriétaires résidant à l'étranger, le SPANC peut réaliser un contrôle d'installation d'assainissement non collectif, préalablement à la vente d'un immeuble, si ces derniers présentent la demande au SPANC par l'intermédiaire d'un notaire ou d'une agence immobilière établis en France, intervenant pour leur compte.

Article 21 : Mise en œuvre du rapport de visite et modalités de transmission

A compter de la visite sur place effectuée par le SPANC, le rapport de visite est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 15 jours dans le cadre d'une vente.

La transmission peut s'effectuer par voie électronique sur demande du propriétaire qui en accuse réception, à condition que la conclusion du contrôle d'ANC soit conforme.

En cas d'installation non conforme, le rapport est notifié au propriétaire ou son représentant soit par voie électronique avec accusé réception de lecture, soit par lettre avec accusé de réception soit remis en mains propres contre signature.

Article 22 : Responsabilités et obligations de l'acquéreur

Lorsque le rapport de visite qui fait partie du dossier de diagnostics techniques remis à l'acquéreur au moment de la vente d'un immeuble précise des travaux obligatoires à la charge de l'acquéreur, le SPANC réalise une visite de contrôle après avoir été prévenu une fois ces travaux achevés (maximum 1 an après l'acte de vente), selon les modalités prévues à l'article 9. Cette réalisation ne peut donc avoir lieu qu'après avoir obtenu la conformité réglementaire du projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur au SPANC.

La visite de contrôle fait l'objet d'un rapport de visite dont la transmission rend exigible le montant de la redevance de la contre-visite mentionnée à l'article 25.

Chapitre V: Redevances et paiements

Article 23 : Principes applicables aux redevances d'ANC

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'Etat, l'agence de l'eau ou certaines collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par ses usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers d'être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'assainissement non collectif. Les redevances d'assainissement non collectif doivent assurer l'équilibre du budget du SPANC. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges de ce service.

Article 24 : Types de redevances, et personnes redevables

Le SPANC perçoit les redevances suivantes auprès des redevables indiqués pour chaque redevance :

a) Contrôle des installations neuves ou réhabilitées :

A1- redevance de vérification préalable du projet

A2- redevance de vérification de la bonne exécution des travaux

Le redevable des redevances A1 et A2 est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou réhabilitées, qui présente au SPANC le projet.

Ces redevances seront exigibles après l'exécution de chacune des prestations.

b) Contrôle des installations existantes :

B1- redevance de premier contrôle et de vérification du fonctionnement et de l'entretien :

Cette redevance concerne les installations existantes qui n'ont jamais été contrôlées par le SPANC ;

B2- redevance de vérification du bon fonctionnement et de l'entretien :

Cette redevance correspond au contrôle périodique et concerne les installations qui ont déjà été contrôlées précédemment par le SPANC ;

B3- redevance de contrôle en vue de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation :

Cette redevance correspond au cas où le rapport de visite issu du dernier contrôle est daté de plus de 3 ans ou inexistant et au cas où le SPANC décide de réaliser un nouveau contrôle dans les conditions fixées à l'article 20 – cas n°1 ou cas n°3.

Le redevable des redevances B1 et B3 est le propriétaire de l'immeuble alors que le redevable de la redevance B2 est l'occupant. Si le contrôle fait suite à une demande (contrôle en cas de vente notamment – B3), le contrôle est facturé à la personne qui en a fait la demande, ou au propriétaire si le demandeur (notaire /agence immobilière) disposait d'un mandat.

- c) Contre-visite (vérification de l'exécution des travaux prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle) : redevance de contre-visite

Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou réhabilitées lorsqu'il est distinct du propriétaire de l'immeuble.

d) Déplacement sans intervention : il correspond à un déplacement du SPANC sans possibilité de réaliser le contrôle où l'intervention prévue, par suite d'absence du propriétaire ou de son représentant à un rendez-vous fixé, ou de refus d'accès. La redevance de déplacement sans intervention, facturée dès lors que le SPANC n'a pas été informé dès que possible pour éviter le déplacement inutile, correspond au remboursement des frais de déplacement. Il est applicable si le propriétaire ou le locataire ne peut justifier d'une raison valable telle que accident, hospitalisation, panne...

Le remboursement des frais de prélèvement et d'analyse sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel sont à la charge du propriétaire ou maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif, si l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le montant est validé par délibération.

Article 25 : Institution et montant des redevances d'ANC

Conformément à l'article L2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, le tarif des redevances mentionnées à l'article 25 du présent règlement est fixé et actualisé par délibération du Conseil communautaire.

| | désignation | Tarifs HT |
|----|--|-----------|
| A1 | Contrôle des installations neuves ou réhabilitées : Redevance de vérification préalable du projet (conception) | 86,37 € |
| A2 | Contrôle des installations neuves ou réhabilitées : Redevance de vérification de la bonne exécution des travaux | 132,73 € |
| B1 | Redevance de premier contrôle | 110,00 € |
| B2 | Redevance de vérification du bon fonctionnement et de l'entretien | 110,00 € |
| B3 | Redevance de contrôle en cas de vente d'un immeuble | 98,19 € |
| C | Contre visite | 86,37 € |
| D | Déplacement sans intervention | 27,28 € |

Article 26 : Information des usagers sur le montant des redevances

Les tarifs des redevances mentionnés à l'article 25 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande.

En outre, tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle.

Article 27 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif

27.1 – Modalités de règlement

La transmission par le SPANC du rapport écrit rend éligible le montant de la redevance correspondant.

Le règlement se fera auprès du Receveur de la Collectivité, après réception du titre de recettes.

Le centre des finances publiques de Reims, 130 Rue Gambetta 51100 Reims, sera chargée du recouvrement de ces sommes.

27.2 - Difficultés de paiement

Tout redevable rencontrant des difficultés pour payer le montant d'une facture qui lui a été adressée par le SPANC doit en informer le SPANC avant la date limite de paiement indiquée sur la facture. Au vu des justificatifs fournis par l'utilisateur, un échelonnement du paiement pourra être accordé.

27.3 - Traitement des retards de paiement

En cas de retard de paiement, le taux réglementaire de majoration des montants de redevances concernés sera appliqué. En outre, toute procédure légale, en vue d'assurer le recouvrement de la facture, peut être engagée.

27.4 - Décès du redevable

En cas de décès d'un redevable du montant d'une ou plusieurs redevances mentionnées à l'article 25, ses héritiers ou ayants-droit lui sont substitués pour le paiement dans les mêmes conditions.

Chapitre VI : Sanctions, voies de recours et dispositions diverses concernant la mise en œuvre du règlement

Article 28 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Conformément à l'article 5 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif ou le mauvais état de fonctionnement de cette dernière, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité dont le montant est équivalent à la redevance de contrôle, pouvant être majoré jusqu'à 100% (article L1331-8 du code de la santé publique) qui lui sera appliquée tous les ans jusqu'à l'exécution des travaux.

En cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif le propriétaire dispose d'un délai de 12 mois pour se mettre en conformité avec la réglementation, à compter de la réception du rapport de visite du SPANC concluant à l'absence d'installation.

Lorsque le rapport de visite exige la réalisation de travaux dans un délai de 4 ans pour les installations qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque de pollution pour l'environnement, et si ces travaux ne sont pas réalisés dans le délai exigé, le propriétaire est astreint au paiement de la dite sanction applicable annuellement.

Lors d'une vente, le nouveau propriétaire dispose d'une année pour réaliser les travaux de mise en conformité. Si ces travaux ne sont pas réalisés dans le délai exigé, le propriétaire est astreint au paiement de la dite sanction applicable annuellement.

L'application de la pénalité intervient après constat par le SPANC que les travaux n'ont pas été réalisés, et après avoir averti le propriétaire des risques de sanctions encourus. Le propriétaire est astreint annuellement au paiement de la sanction jusqu'à ce qu'il se soit conformé à la réglementation. Le SPANC peut également venir constater la situation tous les ans.

Par ailleurs, l'auteur d'une pollution de l'eau peut se voir appliquer des sanctions pouvant aller jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende conformément à l'article L216-6 ou 18 000 € conformément à l'article L432-2 du Code de l'environnement.

Article 29 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action de l'occupant ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier ;

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2ème rendez-vous sans justification ;
- report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 4ème report, si une visite a donné lieu à une absence.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, l'occupant est astreint au paiement de la somme qui équivaut au montant de la redevance de

contrôle pouvant être majoré jusqu'à 100%, conformément au code de la santé publique (article L1331-8).

Conformément à l'article 7, il appartient au propriétaire de s'assurer que le SPANC ait l'accès aux installations dont il assure le contrôle.

Article 30 : Modalités de règlement des litiges

30-1 Modalités de règlement interne

Toute réclamation concernant le montant d'une facture, ainsi que toute demande de remboursement d'une somme qu'un usager estime avoir indûment versée, doit être envoyée par écrit au SPANC à l'adresse indiquée sur la facture, accompagnée de toutes les justifications utiles. La réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement. Le SPANC est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal d'1 mois.

L'usager peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet. Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée dans un délai d'1 mois.

En cas de désaccord avec la réponse effectuée par le SPANC dans le cadre d'une contestation, ou avec une sanction ou une pénalité appliquée par le SPANC, le propriétaire ou usager concerné peut adresser un recours auprès du Président de la Communauté Urbaine du Grand Reims par simple courrier adressé en recommandé avec un accusé de réception dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée.

Le Président du Grand Reims dispose d'un délai d'2 mois à réception du courrier pour :

- soit répondre favorablement au réexamen du dossier. Dans ce cas la décision sera transmise au demandeur dans un délai de 2 mois.
- soit rejeter la demande de réexamen du dossier sur la base d'arguments juridiques ou factuels.

30.2 - Voies de recours externe

- Voie amiable :

Dans le cas où le différend avec le SPANC ne serait pas résolu, l'usager peut saisir directement et gratuitement le défenseur des droits (informations et coordonnées disponibles sur www.defenseurdesdroits.fr).

Les litiges liés aux seules missions (réglementaires) de contrôle exercées par le SPANC ayant fait l'objet de décisions prises par délibération, sont exclus du champ de compétences de la Médiation de l'Eau qui ne traite que des litiges de consommation.

- Voie contentieuse :

Les modes de règlement amiables des litiges susmentionnés sont facultatifs. L'usager peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif. Les litiges individuels entre propriétaires ou usagers concernés, et SPANC relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Article 31 : Modalités de communication du règlement

Le présent règlement est communiqué aux propriétaires concernés en même temps que l'avis préalable de visite prévu par l'article 7, ainsi que dans le dossier retiré par le

pétitionnaire ou son mandataire en application de l'article 9.1 en cas d'examen par le SPANC d'un projet d'installation d'ANC.

En outre le présent règlement est également tenu à la disposition des propriétaires et occupants des immeubles localisés sur le territoire indiqué à l'article 2, qui peuvent à tout moment le demander au SPANC ; il est disponible le cas échéant sur le site internet de la collectivité.

Article 32 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente. Le règlement transmis aux propriétaires comme indiqué à l'article précédent est mis à jour après chaque modification.

Les tarifs du SPANC sont fixés ou révisés par délibération de l'assemblée compétente.

Article 33 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 01 janvier 2018.

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé à compter de la même date.

Article 34 : Exécution du règlement

Le Maire de la commune concernée, le Président de l'établissement public compétent, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par.....le.....

Annexe – Définitions et vocabulaires

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : le présent règlement entend par « assainissement non collectif », c'est-à-dire l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes...) ou permanente (maisons, immeuble collectif...), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

Logement individuel : Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif).

Eaux usées domestiques ou assimilées : Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usager du SPANC : Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment). Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

Immeuble abandonné : Est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitabilité fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

Etude particulière = Etude de filière : Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

Etude de sol : Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces hydromorphiques, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

Service public d'assainissement non collectif (SPANC) : Service public organisé par une collectivité dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni étude

particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif). La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

Rapport de visite : Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation.

Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques réglementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

- a) La date de la visite (point de départ de la durée de validité du rapport en cas de vente),
- b) Le nom, prénom et fonction de la personne ayant réalisé le contrôle,
- c) La date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document.
- d) Les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux.
- e) Les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation.
- f) La liste des points contrôlés,
- g) La liste des travaux, le cas échéant,
- h) La signature de l' élu référent.

Zonage d'assainissement : Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Ce document est consultable en mairie ou dans les locaux du SPANC et permet d'avoir une appréciation très imprécise de la nature des sols sur le secteur étudié (de 25 à 4 observations à l'hectare - selon circulaire du 22/05/1997)

Norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013: Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.

En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR, qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU. La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à 10 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.

Équivalent-habitant : en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'équivalent habitant est « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.